

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	45	30

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Coordination
Administrative et Etudes - PAPI 2 -
Réalisation d'un Bassin de rétention sur le
vallon des Horts

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.137

Date de la convocation :
Le 22/06/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **10 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **11 JUL. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 28 juin 2018

L'an deux mil dix-huit et le 28 juin à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Serge MAUREL, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Thérèse DARTOIS, Gérald LOMBARDO à Joseph LE CHAPELAIN, Gilbert TAULANE à Gilbert HUGUES, Richard THIERY à Jean LEONETTI, Claude BERENGER à Jean-Pierre MASCARELLI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Guy GIRAUD à Audouin RAMBAUD, Marie BENASSAYAG à Yves DAHAN, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Anne-Marie DUMONT à Thierry OCCELLI, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Béatrice VIGNOLO à Christophe ETORE, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Roger CRESP, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Patrick DULBECCO, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame DEBRAS,

Vu l'action n°6.4 : "Lutte contre les inondations dommageables du vallon des Horts" de l'axe 6 : "Ralentissement des écoulements" du Programme d'Actions de Prévention des Inondations du bassin versant du Loup, de la Brague et des vallons côtiers de la C.A.S.A. Ce PAPI a été labellisé le 9 octobre 2013 et signé le 5 février 2014 (PAPI 2 CASA pour les années 2014 et 2019) et approuvé par délibération n°CC.2014.032 du Conseil Communautaire en date du 12 mai 2014,

Vu la délibération n°CC.2017.125 du Conseil Communautaire en date du 9 octobre 2017 dotant la C.A.S.A de la compétence « Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) » au titre de ses compétences obligatoires, de la compétence « Missions Hors GEMAPI » au titre de ses compétences facultatives et ce, dès le 1^{er} janvier 2018,

Vu la délibération n°CC.2017.166 du Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2017 qui approuve l'avenant n°1 au PAPI 2 C.A.S.A, visant notamment à prolonger ce dernier de 2019 à 2021,

Vu la délibération du Comité syndical du Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau Maralpin (SMIAGE Maralpin) du 7 décembre 2017 par laquelle ce dernier approuve le Contrat territorial entre la C.A.S.A et le SMIAGE,

Vu la délibération n°CC.2017.164 du Conseil Communautaire du 18 décembre 2017, par laquelle ce dernier délègue au SMIAGE, au travers d'un contrat territorial, les missions de la compétence GEMAPI, dont la réalisation d'aménagements hydrauliques,

Vu le Contrat Territorial conclu entre le SMIAGE Maralpin et la C.A.S.A, signé le 22 janvier 2018 mentionnant, dans son annexe 4-4, le projet de bassin de rétention du vallon des Horts (tableau récapitulatif « les programmes d'actions d'intérêt local à l'échelle de l'EPCI concerné » - Ligne « C.A.S.A 12 »),

Vu le dossier d'avant-projet du bassin de rétention sur le vallon des Horts,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu les articles L.153-54 et suivants et R.153-13 et R.153-14 du Code de l'Urbanisme, relatifs à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre d'une Déclaration d'Utilité Publique,

Vu les articles R.421-1 du Code de l'Urbanisme relatif au dépôt de permis de construire,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Biot, modifié et approuvé en date du 8 décembre 2016,

Considérant la nécessité de prendre toute disposition permettant de diminuer le risque d'inondation que représentent les crues du vallon des Horts sur la Commune de Biot,

Considérant la nécessité pour la C.A.S.A de se rendre propriétaire des terrains sur lesquels doit être implanté l'ouvrage de rétention des eaux pluviales destiné à limiter les crues du vallon des Horts,

Considérant que l'emplacement réservé prévu dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Biot pour réaliser l'ouvrage de rétention des eaux pluviales destiné à limiter les crues du vallon des Horts doit être adapté à l'emprise du projet élaboré par la commune de Biot,

Considérant que les démarches de négociations amiables entamées par la commune de Biot, avant le transfert de compétence, pour devenir propriétaire des terrains privés sur lesquels doit être implanté l'ouvrage de rétention des eaux pluviales du vallon des Horts, n'ont pas abouti, et qu'il est par conséquent souhaitable de prévoir la mise en œuvre du dispositif réglementaire qui permettra à la C.A.S.A d'obtenir la maîtrise foncière de la totalité de l'emprise, par expropriation si nécessaire,

Le vallon des Horts se situe à l'est de la commune de Biot, dont il draine, selon un axe nord-sud, la zone classée Natura 2000 du Dôme de Biot avant de traverser les quartiers urbanisés de Biot (quartier des Cabots et du Val de Pome) ; il s'écoule ensuite sur Antibes pour rejoindre le fleuve la Brague.

Les crues de ce vallon sont à l'origine de plusieurs inondations participant à plusieurs classements en état de catastrophe naturelle des communes de Biot et d'Antibes.

En ce qui concerne la commune de Biot, la population et les biens concernés s'étendent sur environ 13 ha et concernent une population d'environ 250 personnes. Outre des habitations résidentielles, dont une trentaine de plain-pied, on note dans ce périmètre la présence d'un camping de 160 emplacements et de quatre autres activités économiques : un garage automobile, une société de service (entretien de piscines), un espace de vente de carrelage et objets de décoration, une société de location et de réparation d'engins de levage.

Pour diminuer la vulnérabilité des zones urbanisées, la Commune de Biot a fait réaliser plusieurs études visant à obtenir une protection au moins centennale contre les crues de ce vallon. Leurs préconisations conseillent unanimement :

- de doter le vallon d'un ouvrage écrêteur sec, ou bassin de rétention, afin de laminer les débits de crues ;
- de recalibrer le vallon entre le bassin et son exutoire.

Ces mêmes études ont également permis d'identifier un site privilégié pour l'implantation du bassin, sur un fond privé, seul espace disponible en amont de la zone urbanisée à protéger et en aval de l'espace protégé Natura 2000 du Dôme de Biot.

Afin de réduire rapidement la vulnérabilité des riverains du vallon, la Commune a d'ores-et-déjà procédé au recalibrage du vallon (en 2013 et 2014) ; cet aménagement était inscrit au PAPI 1 C.A.S.A.

Parallèlement, les études relatives à l'ouvrage écrêteur, projet inscrit au PAPI II CASA (action 6.4), ont abouti à une délibération du Conseil Municipal de Biot du 30 mars 2017 approuvant la création de l'ouvrage et effectuer les démarches réglementaires permettant sa réalisation.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la C.A.S.A étant désormais dotée de la compétence Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI), il revient à la C.A.S.A assisté du SMIAGE de poursuivre cette opération d'intérêt général.

Il convient de définir les rôles respectifs de la C.A.S.A et du SMIAGE dans le cadre de cette opération.

La C.A.S.A est maître d'ouvrage pour l'acquisition foncière nécessaire à la réalisation de l'ouvrage projeté et le SMIAGE MARALPIN est maître d'ouvrage pour les études, la réalisation et l'entretien de l'ouvrage projeté.

Compte tenu des attributions respectives de la C.A.S.A et du SMIAGE Maralpin depuis le transfert de la compétence GEMAPI, la charge des procédures réglementaires ci-dessus est répartie comme suit :

La C.A.S.A a en charge les procédures relatives à :

- La Déclaration d'Utilité Publique (avec Etude d'Impact Environnemental),
- L'Expropriation (enquête parcellaire),
- La Mise en Compatibilité du PLU de Biot.

Le Syndicat Mixte Inondations, Aménagement et Gestion de l'Eau Maralpin (SMIAGE Maralpin) a en charge les procédures relatives à/au :

- La demande d'autorisation environnementale unique,
- Permis de construire.

Le projet défini en annexe à la présente est estimé à 3 198 213 € HT :

- Montant estimé de l'opération (études et des travaux dont 10 % d'aléa) : 2 298 125 € HT
- Montant estimé acquisition foncière : 900 088 € HT

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser la création d'un bassin écrêteur de crues sur le vallon des Horts tel que défini dans le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A, ou son représentant, à solliciter auprès du Préfet des Alpes-Maritimes, l'ouverture de l'enquête publique conjointe concernant :
 - o la déclaration d'utilité publique du projet de construction d'un bassin écrêteur de crues sur le vallon des Horts ;
 - o la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation du projet ;
 - o la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Biot.
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à mener les négociations foncières amiables ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter une adaptation du plan de financement de l'action n°6.4 : "Lutte contre les inondations dommageables du vallon des Horts" du PAPI 2 C.A.S.A, à l'estimation actuelle du projet de bassin de rétention du vallon des Horts et solliciter les subventions afférentes auprès des partenaires ;
- d'inscrire les montants afférents à cette opération au Budget Annexe GEMAPI – EP de l'année 2019.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser la création d'un bassin écrêteur de crues sur le vallon des Horts tel que défini dans le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A, ou son représentant, à solliciter auprès du Préfet des Alpes-Maritimes, l'ouverture de l'enquête publique conjointe concernant :
 - o la déclaration d'utilité publique du projet de construction d'un bassin écrêteur de crues sur le vallon des Horts ;
 - o la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation du projet ;
 - o la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Biot.
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à mener les négociations foncières amiables ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter une adaptation du plan de financement de l'action n°6.4 : "Lutte contre les inondations dommageables du vallon des Horts" du PAPI 2 C.A.S.A, à l'estimation actuelle du projet de bassin de rétention du vallon des Horts et solliciter les subventions afférentes auprès des partenaires ;
- d'inscrire les montants afférents à cette opération au Budget Annexe GEMAPI – EP de l'année 2019.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 28 juin 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Description sommaire du projet

L'ouvrage projeté a été conçu selon les paramètres de calcul suivants :

- capacité de transit du vallon des Horts à l'aval du bassin projeté : 14,3 m³/s
- débit de pointe centennal du vallon : 16,7 m³/s

L'ouvrage qu'il est proposé d'adopter a été défini au niveau avant-projet comme défini ci-après.

Il s'agit d'un bassin de rétention sec à ciel ouvert de 8 300 m³ représentant une emprise de terrain de 8 380 m². Il est conçu en dérivation (remplissage par surverse latérale), au-dessus d'un merlon, en rive droite du vallon des Horts. Ses dimensions sont les suivantes :

- Largeur moyenne : environ 35 m,
- Longueur : environ 140 m,
- Hauteur d'eau en charge maximale : environ 2,60 m,
- Cote des plus hautes eaux ou cote de la surverse : 14,60 m NGF,
- Pente générale du bassin régulière de 0,2%,
- Berge en rive gauche : murs de soutènement en béton,
- Merlon de surverse : matelas gabionnés (pente = 67 % ou 3/2) ou talus renforcé ; cote de l'arase du merlon : 13,75 m NGF ;
- Berges en rive droite du bassin, de l'amont à l'aval : talus équipé d'une géo-grille tridimensionnelle (pente = 67 % ou 2/3 ou 34°),
- Ouvrage de fuite (limitant le débit à 14,3 m³/s) : de 4,34 m² de section (1,40 m x 3,10 m), murs arasés à 15.20 m NGF.

L'ouvrage bénéficiera de deux voies d'accès pour son entretien (à l'amont et à l'aval) et d'un dispositif de surveillance (vidéo-surveillance). Ce projet est susceptible d'évoluer marginalement lors de l'élaboration des études d'exécution et lors de la réalisation.

Montant estimatif de l'opération :

Le montant des travaux en fin de phase avant-projet est estimé comme suit :

	Désignation des travaux	Montants € HT
I	Installations	133 546
II	Travaux préparatoires	27 660
III	Terrassements	202 176
IV	Aménagement bassin	269 875
V	Génie civil	659 545
VI	Equipement	44 130
VII	Piste d'accès	32 076
VII	Evacuation des déblais	542 691
	Sous total	1 911 699
	Aléas : 10%	191 170
	Coût total estimé	2 102 869

Le coût d'opération est estimé comme suit (hors foncier) :

Désignation	Montants (€HT)	Fonctionnement (F) / Investissement (I)
Avis de presse (réglementaire + consultation entreprises)	2 000	I
Marché de travaux	2 102 869	I
Etudes et maîtrise d'œuvre (Marché ICTP/ANTEA Group / pris en charge par Biot à 57%)	110 922	I
Etude géotechnique (Fondasol / pris en charge par Biot)	8 184	
Modélisation des scénarii de l'étude de dangers	7 150	
Coordinateur de sécurité	6 000	I
Contrôle technique	11 000	I
Coordinateur environnemental	8 000	I
Constat d'huissier	2 000	I
Poteau d'incendie	25 000	I
Vidéo-surveillance (autonome)	15 000	I
Sous total 1: coût d'opération	2 298 125	
Entretien annuel		
- Entretien courant : 1 pers. 1 mois/an (24 j/an)	5 000	F
- Intervention d'entretien mécanisé (dont embâcles) => 10 jours/an	10 000	F
- Contrôle solidité/maintenance	4 000	F
Sous total 2 : fonctionnement	19 000	
Montant total estimé : Coût global	2 317 125	

La maîtrise foncière

La surface d'emprise globale du projet représente 8 380 m² entièrement sur le domaine privé ; trois propriétaires différents sont concernés dont un représente à lui seul plus de 95% de la surface nécessaire à l'implantation du projet. Ce dernier, jusqu'à aujourd'hui et contrairement aux deux autres propriétaires, a décliné l'offre d'achat présentée par la Commune de Biot (antérieurement compétente) et correspondant à l'évaluation des brigades des évaluations domaniales.

Il apparaît donc souhaitable de prévoir la mise en œuvre du dispositif réglementaire qui permettra à la C.A.S.A d'obtenir, par expropriation si nécessaire, la maîtrise foncière de la totalité de l'emprise de l'ouvrage de rétention projeté, à savoir, la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

La C.A.S.A a saisi la brigade des évaluations domaniales de la Direction des finances publiques afin d'évaluer la valeur vénale de l'emprise foncière du projet qui indiquée ci-après :

	Propriétaire 1				Propriétaire 2	Propriétaire 3	Montant total
Références cadastrales	B0 64	C 321	C 322	C 931	B0 65	B0 66	
Surface d'emprise du projet	6 604 m ²	751 m ²	184 m ²	549 m ²	211 m ²	81 m ²	8 380 m ²
	8 088 m ²						
Surfaces des parcelles	19 577 m ²	9 822 m ²	1 732 m ²	125 747 m ²	1 520 m ²	2 029 m ²	
Estimation des domaines	Valeur vénale : 800 000 €HT				Valeur vénale : 15 000 €HT	Valeur vénale : 5 600 €HT	Valeur vénale : 820 600 €HT
24 et 26 avril 2018	Indemnité de emploi en cas de mise en demeure d'acquérir : 31 522 €				Indemnité de emploi en cas de DUP : 2 500 €	Indemnité de emploi en cas de DUP : 88 €	Indemnité de emploi en cas de DUP : 79 488 €
	Indemnité de emploi en cas de DUP : 76 900 €						

Le financement

L'action n° 6.4 : "Lutte contre les inondations dommageables du vallon des Horts" du PAPI 2 C.A.S.A était estimée à 1 960 000 €HT ; on note donc une augmentation de 338 125 €HT (+ 17,25%) de l'estimation de l'actuel projet par rapport à l'estimation initiale du PAPI.

Avec l'acquisition foncière, l'estimation du projet s'élève à : 3 198 213 €HT, soit une plus-value de 1 238 213€ H.T par rapport à l'estimation initiale du PAPI.

Il convient de modifier en conséquence l'enveloppe financière attribuée à ce projet dans le PAPI 2 C.A.S.A.

La sensible évolution du coût des travaux depuis le premier projet envisagé par la commune de Biot avant 2007 et estimé à 827 000 €HT, s'explique comme suit :

- L'évolution des prix du BTP ;
- La prise en compte du renforcement des fondations de l'ouvrage hydraulique aval pour tenir compte de la poussée d'une crue millénale ;
- La prise en compte de l'évacuation des déblais entraînant une augmentation régulière des prix en raison de la problématique des décharges, propre au département des Alpes-Maritimes. En outre, il avait été initialement considéré que les déblais pouvaient être évacués sur un terrain communal ce qui n'est plus envisageable ;
- La prise en compte des contraintes environnementales (réalisation des travaux de septembre à février ; végétalisation du merlon gabionné...) ;
- La création d'un accès supplémentaire (accès amont) pour l'entretien du bassin.

Contexte et procédures réglementaires

Le projet est soumis aux procédures réglementaires suivantes :

Dossier	Codes/Rubriques	Obligation réglementaire définie
Demande d'autorisation environnementale unique - DAEU		
Autorisation au titre de la loi sur l'eau	2.1.5.0 (Article R214-1 du Code de l'environnement)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet sont supérieures à 20 ha
	3.1.2.0 (Article R214-1 du Code de l'environnement)	IOTA conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau, sur une longueur de cours d'eau supérieure à 100 m
	3.2.6.0 (Article R214-1 du Code de l'environnement)	Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions : aménagement hydraulique au sens de l'article R.562-18
	3.2.3.0 (Article R214-1 du Code de l'environnement)	Plans d'eau permanent ou non dont la superficie est supérieure à 0.1 ha mais inférieure à 3 ha
Etude d'impact (Arrêté n° AE-F09315P0061 du 03/06/2015 Portant décision d'examen au cas par cas)	10. (Annexe à l'article R122-2 du Code de l'environnement)	Canalisation, et régularisation des cours d'eau
	47.a) (Annexe à l'article R122-2 du Code de l'environnement)	Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare.
	21.f) (Annexe à l'article R122-2 du Code de l'environnement)	Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions tels que les aménagements hydrauliques au sens de l'article R. 562-18 du code de l'environnement.
Notice d'incidences NATURA 2000	3° 4° de l'Article R414-19 du Code de l'environnement	Projet soumis à la réalisation d'un dossier loi sur l'eau et d'une étude d'impact
Autorisation de défrichement	Défrichement direct	Coupe rase des arbres avec destruction des souches et changement d'affectation du sol
Etude de dangers	3.2.6.0 (Article R214-1 du Code de l'environnement)	Prise en compte de l'arrêté du 7 avril 2017 sur les études de dangers des digues (EDD)
Etude paysagère	Site d'implantation en site inscrit	Montrer l'intégration paysagère du projet.
Déclaration d'utilité publique – DUP dans le cadre d'une procédure d'expropriation		
Dossier d'enquête publique préalable à la DUP	Article R131-3 du code de l'urbanisme	DUP dans le cadre d'une procédure code de l'environnement avec EIE et MEC
Enquête parcellaire	Article R131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique	Identification des propriétaires concernés par l'expropriation
Mise en compatibilité (MEC) du PLU	Articles R. 153-14 à R. 153-17 du code de l'urbanisme	Emprise du bassin projeté supérieure à la surface de l'emplacement réservé
Enquête publique unique (Autorisation environnementale + DUP / Expropriation)		
Permis de construire		

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 28/06/2018
Numéro : CC_2018_137
Nature : DE - Deliberations
Objet : PAPI 2 - Réalisation d'un Bassin de rétention sur le vallon des Horts
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 2rykOLX

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/07/2018
Identifiant : 006-240600585-20180628-CC_2018_137-DE

Acte reçu

Date : 28/06/2018
Numéro interne : CC_2018_137
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : PAPI 2 - Réalisation d'un Bassin de rétention sur le vallon des Horts
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180628-CC_2018_137-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20180628-CC_2018_137-DE-1-1_2.PDF

N